

Le Burundi accusé de sous-estimer les risques du coronavirus

Deutsche Welle, 15.05.2020 Le Burundi n'a toujours donné aucune explication sur l'expulsion de représentants de l'OMS qui regrette cette décision prise en pleine pandémie. L'expulsion de ces quatre experts demeure incomprise.

Le représentant de l'organisation mondiale de la santé (OMS) et ses trois collègues doivent quitter le pays ce au plus tard ce vendredi (14.05.20), selon la note verbale du ministre burundais des Affaires étrangères. Assurant à l'OMS sa haute considération, le ministre burundais des Affaires étrangères n'a pourtant donné aucune explication sur ce départ des experts de l'OMS. Soutien continu de l'OMS Dans l'un de ses tweets, le désormais ex-représentant de l'OMS au Burundi, Walter Kazadi Mulombo, écrivait le 14 avril qu'ils allaient "surmonter le virus", ajoutant qu'il était "fier de faire partie de l'équipe". L'expulsion des quatre experts demeure incomprise. La mission de l'OMS au Burundi ne souffre d'aucun problème, a déclaré à la Deutsche Welle le premier vice-président burundais Gaston Sindimwo : "Jusqu'à mon avis, c'était correct. De mon point de vue, je n'ai pas vu d'inquiétudes là-dessus. Jusqu'à présent, pas d'inconvénients avec l'OMS." L'expulsion des experts onusiens survient alors que les relations entre l'OMS et les autorités burundaises sont tendues en pleine pandémie de coronavirus. Le porte-parole du gouvernement burundais, Prosper Ntahorwamiye a indiqué à la Deutsche Welle ne pas avoir de commentaires à faire. Selon les derniers chiffres, le pays a enregistré 27 cas positifs. La directrice générale Afrique de l'organisation mondiale de la santé, Matshidiso Moeti, a déclaré que l'OMS soutiendra toujours le Burundi dans sa réponse à la pandémie. "Nous échangeons avec le gouvernement burundais pour clarifier et comprendre cette décision. Nous travaillons avec le système des Nations unies dans le pays pour organiser le départ de notre équipe", a-t-elle cependant affirmé au cours d'une conférence de presse ce jeudi (14.05.20). La politique de l'Autriche La commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi "regrette profondément" cette décision. Dans un tweet, l'ambassade d'Allemagne au Burundi écrit que "plus que les conseils et le soutien de l'OMS sont indispensables dans la lutte contre la Covid-19 dans le monde entier". John Nkengasong, le directeur du Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC) de l'Union africaine, a déclaré que "nous ne pouvons nous permettre de mettre dehors l'OMS, un solide partenaire technique". Il a ajouté que la situation du virus est grave dans le pays "et les autorités ferment les yeux". Pacifique Nininahazwe, président du forum pour la conscience et le développement (Focode), redoute une mauvaise gestion de la pandémie de la part du Burundi : "Ils pourraient continuer à nier la gravité de cette pandémie. Ou d'un autre côté, les autorités burundaises pourraient exagérer les chiffres et utiliser la pandémie dans la répression de probables protestations qui pourraient survenir après la proclamation des résultats des élections." Réfractaire à la critique Selon l'agence de presse AFP qui cite des sources médicales, des personnes présentant des symptômes de la Covid-19 n'ont ainsi pas été testées. Il est difficile de savoir comment les experts de l'OMS vont quitter le Burundi, les frontières terrestres et aériennes étant fermées. Ce n'est la première fois que le Burundi se débarrasse de représentants onusiens. La dernière expulsion remonte à mars 2019. En 2010, une représentante de Human rights Watch a écrit qu'elle aussi sommée de quitter le pays. Onesphore Sematumba, de l'International Crisis group (ICG), estime qu'il existe "une sorte de patriotisme à la burundaise à refuser toute forme d'ingérence dans les affaires du pays." Les observateurs internationaux ont par ailleurs écrit qu'il est jugé indésirables pour les élections générales de mercredi (20.05.20).

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});